

# Le staff fait le point

*A l'occasion de la célébration du 25e anniversaire de la Banque Islamique de Développement (BID), son président, entouré de ses principaux collaborateurs, a donné un point de presse afin de faire le bilan de l'action de cette banque. Il a également saisi l'occasion pour parler des ambitions de la BID pour l'avenir.*

Aujourd'hui, la Banque Islamique de Développement (BID) a 25 ans. Et ce jubilé d'argent est célébré à Ouagadougou, avec la tenue de la vingt-sixième session ministérielle de la conférence islamique. Voilà pourquoi, le président de cette banque, le Dr. Ahmed Mohamed Ali, et son vice président M. Ousmane Seck, ont donné une conférence de presse hier à Ouaga 2000. A cette occasion, ils ont affirmé que le choix du Burkina pour la célébration du jubilé d'argent de la BID n'est pas un fait du hasard : depuis son adhésion à cette banque, le Burkina a développé d'excellents rapports avec la BID et participé activement à la politique de développement solidaire entre les pays membres. Elle entend donc faire de ses relations et de son partenariat avec ce pays, un exemple et une priorité. Ce qui devrait permettre d'une part à cette banque de mieux participer au renforcement du développement économique et social du Burkina et d'autre part, de bénéficier de l'appui et de l'expertise burkinabè dans le cadre de ses ambitions pour

l'avenir. Car créé en 1973 dans le même mouvement que la création de l'Organisation de la conférence islamique, cette banque est une institution internationale de développement aux grandes ambitions. Et cela, à l'heure où de grands regroupements économiques et politiques se font, à l'échelle mondiale, pour faire face à la mauvaise conjoncture de la nouvelle donne économique internationale. Dans cet environnement, l'objectif de la Banque est de pro-

mouvoir le développement économique et le progrès social des pays membres et des communautés musulmanes dans les pays non membres, tant individuellement que collectivement.

Ainsi la BID souscrit à des capitaux de sociétés dans les 53 pays membres, accorde des prêts à des projets et entreprises rentables. De même, elle accorde, sous d'autres formes, de multiples assistances financières non remboursables aux pays membres pour leur développement économique et social, etc.

La promotion du commerce entre ses membres, la promotion de leurs exportations, l'assistance technique, la formation professionnelle, le soutien à la recherche, sont éga-

lement attachés aux cordes de son arc.

Pour réussir toutes ces ambitions, la BID dispose d'un capital autorisé d'environ 8 milliards de dollars dans son siège de Djeddah en Arabie Saoudite. Ses principaux financeurs sont l'Arabie Saoudite, la Libye, le Koweït, l'Irak, la Turquie, les Emirats et l'Egypte.

Elle compte, pour les années à venir, augmenter graduellement ses efforts de financement, prévoit la création d'une

société financière, entend améliorer la qualité de ses prestations, etc. En tout cas, fort de la politique financière originale de prêt sans remboursement, les présidents et vices présidents de la Banque Islamique de Développement ont réaffirmé tout le bienfait de cette forme d'aide qui n'étrangle pas ses bénéficiaires par le jeu d'une dette remboursée avec des taux d'intérêt...

↳ Ibrahiman SAKANDE

## XXVIe CONFERENCE ISLAMIQUE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES Les présidents de commissions apprécient les travaux

*Pendant que les travaux se poursuivent en plénière, les commissions au nombre de quatre (4) ont déjà fini d'adopter les résolutions. Le président de la commission affaires culturelles et islamiques, M. Assimi Kouanda, et celui de la commission politique M. Oumar Diawara donnent leurs appréciations.*

Sidwaya (S.) : Excellence Assimi Kouanda, à quel point se trouvent les travaux au sein de votre commission ?

S. : Les résolutions ont été adoptées comment comptez-vous les mettre en pratique ?

Assimi Kouanda : (A.K.) : La commission que j'ai eue l'honneur de présider, la commission des Affaires culturelles et islamiques, nous l'avons terminée hier en début d'après-midi (29 mai). La conférence nous avait donné mandat d'examiner une quarantaine de résolutions ayant trait aux universités islamiques, aux centres socio-culturels du monde musulman, au rôle de la femme, dans le développement, à l'harmonisation des calendriers hégériens, au dialogue entre les différentes civilisations. Donc l'ensemble des quarantes résolutions étaient reparties autour de ces différents thèmes. Nous les avons examinées les unes après les autres et quelques amendements ont été apportés. Nous avons au sein de la commission adopté l'ensemble et l'intégralité des résolutions après leur amendement.

A.K. : Pour ce qui est de cet aspect, je pense que le secrétariat général de l'OCI va suivre la mise en pratique de ces résolutions. Parce que la plupart d'entre elles sont des résolutions qui sont bien connues. Surtout celles qui concernent les universités, les centres socio-culturels. Nous pensons avec beaucoup d'espoir que ces résolutions connaîtront une application.

S. : La question du calendrier a toujours divisé les musulmans du Burkina. Comment avez-vous réglé cette question ?

A.K. : Ce problème n'est pas seulement spécifique au Burkina. Ces discordances sont également observées dans d'autres régions du monde musulman. C'est pour avoir un calendrier unifié en ce qui concerne certains grands moments du monde musulman



Le Dr. Ahmed Mohamed Ali, Président de la Banque Islamique de Développement (Photo Félix YELKOUNI)

### Les prêts accordés ces dernières années au Burkina par la BID

Année	Projet financé	montant en FCFA
1981	Hydraulique villageoise	3 159 000 000
1984	Barrage hydro-électrique de Komienga	3 159 000 000
1988	Route Pama Fada N'Gourma	3 840 000 000
1989	Enseignement primaire en milieu rural	3 120 000 000
1989	Projet de centres de santé en milieu rural	2 640 000 000
1991	Mise en valeur de la vallée du Sourou	3 300 000 000
1991	Projet de points d'eau en zone rurale	3 111 000 000
1992	Route Tindangou-Komienga Frontière Togo	949 000 000
1993	Bobo-Dioulasso-Orodara Frontière du Mali	5 100 000 000
1994	Extension des installations de stockage de pétrole	2 452 800 000
1995	Projet de développement rural de Namatenga	4 122 000 000
1996	Construction de 60 écoles et d'une école normale	4 392 000 000
1996	Deuxième projet sanitaire	2 040 000 000
1996	Développement agricole en aval des petits barrages	3 954 000 000
1997	Approvisionnement en eau de Ouagadougou	5 730 000 000
1998	Développement rural intégré de DEBE PLAINES	5 258 000 000
1998	Construction de la route Pa/Dano/frontière de la côte d'Ivoire	6 210 000 000
<b>Total partiel = 62 527 800 000 FCFA</b>		

**Suite de la page 4**

que notre commission a eu à examiner cette résolution qui a déjà été étudié par une commission qui s'est réunie antérieurement. Cette commission a conclu à la nécessité de présenter cette résolution. Nous pensons que cela prendra encore du temps, parce que selon les situations géographiques, les cultures, les habitudes et les traditions de chaque pays, il n'est pas facile du jour au lendemain de passer d'un calendrier à un autre. Il risque d'y avoir pendant un certain temps une cohabitation de plusieurs systèmes de comptage du temps. Mais nous pensons que cela finira par s'imposer. Nous sommes dans un monde contemporain qui exige un certain nombre d'uniformisations des instruments de travail.

**S. :** Parmi la quarantaine de résolutions, lesquelles vous semblent les plus importantes ?

**A.K. :** Je pense que toutes les résolutions sont aussi importantes les unes que les autres. Celles qui, aussi bien ont trait au rôle de la femme dans le développement des états membres de l'OCI que celles qui ont trait aux universités ou celles qui ont trait aux centres socio-culturels du monde islamique. Donc chacune de ces résolutions nous paraît impor-



**M. Oumar Diawara, président de la commission politique.** «La priorité pour nous pays du Sahel c'est le programme CILSS/BID/OCI».

Ph. Félix YELKOUNI

tante dans le domaine qui est le sien. Pour nous, il ne serait pas judicieux de les hiérarchiser, parce que dans le domaine culturel, on peut certes faire des comparaisons, mais il ne faut jamais hiérarchiser les éléments.

**M. Diawara Oumar**  
Président de la commission politique

**S. Quel bilan faites-vous de vos travaux ?**

**Oumar Diawara :** La commission politique a terminé ces travaux depuis hier (29 juin). Au

niveau de la commission politique, ce sont les grandes préoccupations concernant le monde musulman qui ont été débattues. Nous venons de traverser des crises assez importantes. Je vous citerai le Kosovo, la Bosnie Herzégovine la Somalie. Toutes ces préoccupations ont fait l'objet d'importantes discussions au sein de la commission. Il y a eu d'importantes résolutions qui ont été adaptées concernant les préoccupations du monde musulman. Nous pouvons dire qu'à l'orée du III<sup>e</sup> millénaire nous avons un grand défi. Un défi pour l'unification de la pensée au niveau du monde musulman ; un défi pour créer un grand marché économique qui puisse englober le monde musulman. Un défi de solidarité entre les différents Etats qui composent l'OCI. C'est vous dire qu'il y a tellement de challenges politiques, économiques, social et culturel que nous sommes obligés au sein de ces commissions de discuter de la façon la plus entière pour trouver les solutions qui s'adaptent.

**S. :** Peut-on dire que ces discussions étaient aisées ?

**O.D. :** Les discussions politiques ne sont jamais faciles. Mais l'OCI fonctionne sur la base d'un consensus. A chaque moment, la raison a pu l'emporter sur la passion. Nous avons



**M. Assimi Kouanda président de la commission affaires culturelles et islamiques.** «Toutes les résolutions ont leur importance dans leur domaine».

Ph. Félix YELKOUNI

pu trouver le juste milieu, pour que ces résolutions reflètent l'essentiel de ce que les musulmans attendent de nous.

**S. :** Avez-vous l'assurance aujourd'hui que ces résolutions connaîtront une application ?

**O.D. :** Le suivi de ces résolutions dépend premièrement de la volonté des Etats. Secondo, il dépendra des instruments que nous avons mis en place pour le suivi de ces résolutions. Mais je peux vous dire d'ores et déjà que de nombreuses résolutions comme le cas concret du Kosovo, beaucoup d'Etat

ont déjà répondu à l'appel qui a été lancé par l'OCI. Il y a eu des dons en nature, ou financiers pour aider le peuple Kosovar dans les difficultés qu'il vient de traverser. Pour la Somalie, nous avons décidé la constitution d'un groupe de contact et l'organisation d'une réunion pour trouver des solutions aux problèmes de la Somalie. C'est dire qu'au niveau de chaque résolution, il y a des solutions concrètes qui sont proposées pour aller dans le sens que la résolution voudrait solutionner. Bien entendu, il y a des priorités. Toutes les résolutions ne peuvent pas être implémentées tout de suite. Cela se passe dans l'espace et le temps.

**S. Parlant justement de priorité quelles sont les résolutions qui vous paraissent prioritaires ?**

**O.D.** En ce qui nous concerne, nous pays du Sahel, c'est par exemple la mise en place du programme CILSS/BID/OCI qui concerne une enveloppe d'environ 500 millions de dollars pour faire des forages, des retenues d'eau pour les pays du CILSS. Vous comprendrez que l'une des préoccupations les plus importantes de la commission politique a été cet aspect.

Entretien réalisé par Issoufou OUEDRAOGO

**AUDIENCES PRESIDENNELLES**

**Le président Compaoré reçoit quelques membres de la conférence**

Le président du Faso a reçu en audiences en fin de matinée du 29 juin 1999, trois personnalités venues dans le cadre de la 26e conférence islamique qui se tient à Ouagadougou du 28 juin au 2 juillet 1999.

La première personnalité à être reçue fut le directeur régional de l'UNICEF et du Centre, Mme Rhima Y. Salah.

Mme Salah à sa sortie d'audience a confié à la presse l'objet de son entretien avec le chef de l'Etat, Blaise Compaoré. Il s'est agi entre autres sujets abordés, de la question des conflits en Afrique et de la réunion de l'OUA qui se tiendra dans deux semaines en Algérie. Il a également été question selon Mme Salah de la situation de l'enfant au XXI<sup>e</sup> siècle. Ce sujet sera discuté à Abidjan dans la perspective d'une vision africaine. Elle s'est réjouie du fait que le Burkina Faso ait atteint un taux de scolarisation de 40 % des filles. Pour la tenue de la conférence islamique des ministres des Affaires étrangères, Mme Salah affirme que son organisation



**M. Nezar Madani de l'Arabie Saoudite en entretien avec le Président du Faso.**

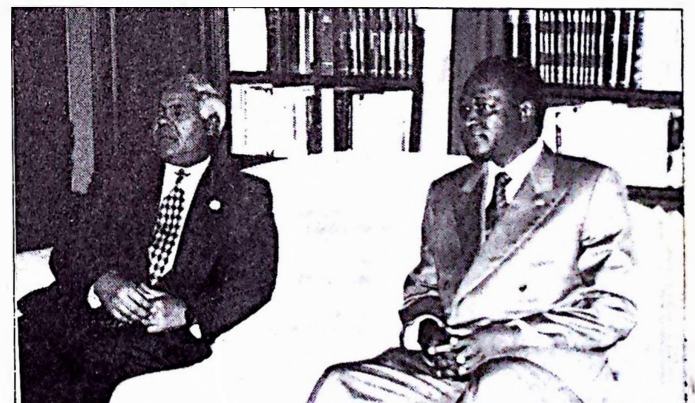
s'attèlera à ce que les droits des enfants et des femmes soient respectés. Mme Salah était précédemment représentante de l'UNICEF au Burkina Faso avant d'aller au Vietnam.

Présentement Représentante régionale, elle a pour résidence Abidjan et couvre vingt-quatre pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. La deuxième personnalité reçue



**Mme Rima Y. Salah de l'UNICEF reçue par le Président du Faso.**

par Blaise Compaoré a été la délégation libyenne représentée par le ministre de la Justice, ministre par intérim des Affaires étrangères, M. Mohamed Alzwai. Se confiant à la presse M. Alzwai a déclaré que la visite au président du Faso s'inscrit dans le cadre d'une concertation dans l'intérêt commun de nos deux peuples. C'est pourquoi, il a trans-



**Le représentant libyen chez le président Blaise Compaoré.**

mis au président Compaoré le salut de son homologue libyen. Il a souhaité que la présente rencontre de l'OCI à Ouagadougou se déroule convenablement et porte des fruits au bénéfice de toute l'Afrique. La soirée des audiences a été clôturée par M. Nezar Madani, assistant du ministre des Affaires étrangères du Royaume de l'Arabie Saoudite. M. Madani s'est déclaré honoré par cet entretien qu'il a eu avec le chef de l'Etat burkinabè. Il a saisi

l'occasion qui lui était offerte pour transmettre au président Compaoré les salutations de son altesse royale prince héritier. Il a dit avoir discuté avec le chef de l'Etat les relations bilatérales liant les deux pays. De même, il a été question de l'ordre du jour de la conférence islamique. Il a souhaité pour le Burkina Faso davantage de progrès.

Jean-Bernard ZONGO